

La sécurité pourrait être compromise par l'automatisation totale.

LA GRÈCE

M. Ted McWhinney (Vancouver Quadra, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition signée par 1 279 Canadiens d'origine grecque, habitant la région de Vancouver, qui félicitent le gouvernement canadien de sa position de principe, en vertu du droit international, au sujet du respect des frontières territoriales de la Grèce, y compris celles de la Macédoine, établies en vertu des traités ayant mis fin aux deux guerres des Balkans et des traités de paix à l'issue de la Première Guerre mondiale.

LES JEUNES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface, Lib.): Monsieur le Président, ces pétitionnaires rappellent aux parlementaires que les jeunes sont notre plus grande richesse et qu'ils doivent relever de nombreux défis, dont la désintégration de la famille traditionnelle et l'accroissement de la violence dans la société. Les signataires demandent aux parlementaires de voir à ce que ces jeunes, garçons et filles, reçoivent l'éducation et la formation leur permettant de trouver du travail de façon à s'intégrer pleinement à la société et à faire du Canada un pays meilleur.

LES JEUNES CONTREVENANTS

Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter plusieurs séries de pétitions.

La première série est signée par une cinquantaine de personnes qui demandent au gouvernement de prendre conscience et de tenir compte des préoccupations relatives à la Loi sur les jeunes contrevenants et de modifier le Code criminel du Canada en conséquence.

LA PROTECTION DES TÉMOINS

Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, j'ai également une série de pétitions concernant le fondement légal du Programme de réinstallation des témoins. Ces pétitions portent une cinquantaine de signatures.

L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de présenter des pétitions concernant l'accord de l'acier. Attendu que l'industrie sidérurgique canadienne représente plus de 35 000 emplois directs liés à la production d'acier et de fer primaires ainsi que de tuyaux et de tubes en acier, les pétitionnaires demandent au gouvernement d'appuyer les efforts de l'industrie sidérurgique canadienne et, plus particulièrement, de travailler à la conclusion d'un accord sectoriel canado-américain de l'acier qui garantirait que le commerce de l'acier soit régi par des règles équitables. Ces pétitions sont signées par plusieurs centaines de personnes.

LES CARTES DE TUEURS

Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.): Monsieur le Président, les autres pétitions portent sur les cartes de tueurs et demandent au gouvernement de les interdire et de faire en sorte qu'elles n'entrent plus au Canada.

Ces pétitions sont signées par plusieurs centaines de personnes.

Affaires courantes

LE SUICIDE ASSISTÉ

M. Bob Ringma (Nanaïmo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter trois pétitions en bonne et due forme, signées par des habitants de ma circonscription.

Dans la première, les pétitionnaires demandent au gouvernement de faire appliquer les dispositions existantes du Code criminel interdisant le suicide assisté. Ils demandent également qu'aucun changement sanctionnant ou autorisant le suicide assisté ne soit apporté à ces dispositions.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Bob Ringma (Nanaïmo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, dans la deuxième pétition, les pétitionnaires demandent au gouvernement de maintenir le statu quo en ce qui concerne les relations entre personnes de même sexe.

L'AVORTEMENT

M. Bob Ringma (Nanaïmo—Cowichan, Réf.): Monsieur le Président, dans la troisième pétition, les pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour modifier le Code criminel et assurer aux enfants à naître la même protection que celle dont jouissent les autres êtres humains.

Au nom des intéressés, je suis heureux de présenter ces pétitions à la Chambre.

LES JEUNES CONTREVENANTS

Mme Beryl Gaffney (Nepean, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition portant une trentaine de signatures. Les pétitionnaires estiment que la société assiste actuellement à une importante hausse de la criminalité parmi les jeunes et que les jeunes délinquants sont en quelque sorte protégés par la Loi sur les jeunes contrevenants.

• (1510)

Ils estiment que nous devrions revoir nos lois en ce qui concerne les jeunes contrevenants et donner pouvoir aux tribunaux de poursuivre et de punir les jeunes qui enfreignent les lois et terrorisent notre société en faisant connaître leurs noms et en abaissant l'âge limite de façon qu'ils puissent être condamnés à des peines à la mesure de la gravité de leurs crimes.

* * *

QUESTION AU FEUILLETON

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui à la question n° 57.

[Texte]

Question n° 57—**M. Strahl:**

Au cours du dernier exercice, quelles sont les dépenses relatives aux projets d'une valeur supérieure à 1 000 \$ dont l'Agence canadienne de développement international n'a pas rendu compte, quelle est la liste des projets pour lesquels il n'a pas été rendu compte des dépenses et comment explique-t-on chacune de ces dépenses?

L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères): L'ACDI rend compte de tous les projets.